

La surveillance, vigile de la paix sociale au service des plus riches ?

Cory Doctorow, auteur de science-fiction canadien et américain, cofondateur du site boing-boing, est l'un de ces monstres sacrés du monde du logiciel libre, du partage de la connaissance, bref, de l'époque qu'Internet profile à l'horizon des historiens du futur. Dans le dernier numéro de LocusMag, journal de science-fiction en langue anglaise, il évoque avec son habituelle précision deux sujets qui me sont chers : la stabilité de nos sociétés et la surveillance des populations. Sur l'instabilité de nos sociétés, j'évoque souvent la complexité croissante du droit, Cory va ici beaucoup plus loin. Sur la surveillance de masse, on compare souvent à tort la NSA et la Stasi d'ex-RDA, à nouveau Doctorow enfonce le clou et nous pousse dans nos derniers retranchements, invitant à mots couverts à une révolution du partage et de l'égalité.

Espérant que vous aurez autant de plaisir à le lire que nous avons eu à le traduire, et remerciant Cory d'avoir accepté la traduction en français de cet article, nous vous invitons au débat...

Benjamin Sonntag

Co-fondateur de la Quadrature du Net

Stabilité et surveillance



par **Cory Doctorow**

article original publié initialement dans le numéro de mars 2015 du magazine Locus

Traduction collaborative : Benjamin, catalaburro, bruno, Monsieur Tino, goofy, TeSla, Jerry + anonymes

Dans le best-seller économique de Thomas Piketty, paru en 2014, *Le capital au XXI^e siècle*, l'économiste documente avec soin l'augmentation des inégalités dans le monde, phénomène qui a inspiré le printemps arabe, le mouvement *Occupy*, le Pape François, et de nombreux militants politiques sur toute la planète. Certains critiques de Piketty ont commencé par remettre ses calculs en question, mais sur ce point Piketty semble crédible. L'ensemble de données sur lesquelles il s'est fondé représente un travail de titan, et les données brutes sont en ligne, chacun peut les télécharger, ainsi que les nombreuses notes sur les suppositions et normalisations de données disparates que Piketty a effectuées afin d'obtenir une histoire cohérente. Piketty est l'analyste des analystes, un homme aux chiffres totalement crédibles.

Ensuite vient l'autre critique adressée à Piketty : le « et alors ? ». *Les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres ? Et alors ?* Comme le raille Boris Johnson, le maire de Londres issu d'Eton : « Plus vous secouez le paquet, plus il sera facile à certains cornflakes de remonter à la surface. » En d'autres

termes, si le capitalisme rend les riches plus riches, c'est parce qu'ils le méritent, un fait démontré par l'ampleur de leur richesse. Si vous êtes une miette au fond de la boîte, vous devez sûrement être nul quelque part.

Piketty ne répond pas à cette critique de manière directe, mais par des références à « l'instabilité sociale ». Il compare fréquemment les inégalités contemporaines avec celles de la veille de la première guerre mondiale (présentée comme une sorte de guerre commerciale entre les super-riches pour savoir qui empochera les richesses des colonies, dès lors qu'il n'y avait plus de nouveau territoire à conquérir) ; il les compare également à celles qui ont précédé la Révolution Française, une comparaison qui va faire hurler les citoyens français, mais paraîtra plus lointaine au lectorat anglais de ce livre.

Voici ce qu'il dit, lorsqu'on lit entre les lignes : quand le fossé entre riches et pauvres devient trop important, les pauvres se mettent à construire des guillotines. Il revient probablement moins cher de redistribuer une partie de votre fortune, méritée ou non, que de payer tous les gardes qui pourraient s'avérer nécessaires pour éviter de vous faire couper la tête.

En d'autres mots, un grand fossé entre riches et pauvres déstabilise les sociétés, et il est compliqué d'être vraiment riche dans une société en proie au chaos. À moins que la population n'adhère au système qui vous a rendu riche, le peuple ne sera pas gêné par le spectacle du pillage de vos biens, et pourrait même y contribuer.

Historiquement ont existé deux modèles de société très stables : celles qui sont fortement redistributives, tels les pays scandinaves (où l'écart entre les plus riches et les plus pauvres est comblé par les impôts, les lois protectrices des employés et des locataires et des politiques sociales étendues) ; et d'autre part les sociétés totalitaires, comme l'Irak de Saddam Hussein ou la Lybie de Muammar Kadhafi où, au lieu de redistribuer leurs richesses au reste de la population, les élites dirigeantes dépensent au fond moins d'argent pour s'offrir un vaste dispositif répressif composé de soldats, d'espions, d'officiers de police, de mouchards, de propagande et de surveillance. Tout cela est utilisé pour identifier les protestataires qui réclament des changements politiques, puis pour les neutraliser : emprisonnement, diffamation, mise à l'écart du marché du travail, exil, chantage, torture et enfin assassinat.

Samuel Bowles, un économiste du Santa Fe Institute, utilise le terme « travail de protection » [NDT : proposition de traduction pour *guard labor*, voir cet article] pour décrire toutes les activités destinées à contraindre à la paix sociale les personnes émettant des réserves sur la légitimité d'une société. Faute d'un cadre éthique proclamant que la pauvreté et les souffrances qu'elle provoque doivent être combattues, une élite éclairée devrait chercher à utiliser une combinaison de la redistribution des richesses et du travail de protection pour assurer la stabilité sociale. Si une infime minorité de la société est assez riche, et que tout le reste est assez pauvre, il sera plus coûteux pour la riche minorité d'engager des gardes pour maintenir les masses affamées à l'écart de leurs palais que de nourrir et d'éduquer une partie de la masse, ce qui crée une classe moyenne, une certaine mobilité sociale, ainsi que le sentiment que les riches sont riches parce qu'ils l'ont mérité. Et si vous jouez le jeu, vous pourriez bien en être.

Il en existe des quantités d'exemples, mais mon préféré reste Joseph Williamson, qui a payé pour le creusement de tunnels sous Liverpool après la Première Guerre Mondiale. Williamson était un magnat local qui avait compris que le retour des *Tommys* traumatisés par l'enfer des tranchées, dans une ville où aucun travail ne les attendait, était probablement une mauvaise nouvelle pour la stabilité de la cité. Williamson utilisa donc une part de sa colossale fortune pour engager les vétérans pour trouser le sol sous Liverpool tel un gruyère, avec des kilomètres et des kilomètres de tunnels ne débouchant sur rien. Le raisonnement — probablement sensé — de Williamson était qu'il était moins coûteux de donner à ces vétérans un salaire et la dignité de travailler plutôt que d'engager des gardes pour se défendre de ces soldats démobilisés qui se sentaient abandonnés par leur patrie.

Tous les emplois de protection ne sont pas forcément coercitifs. Certains jouent sur la persuasion. L'accroissement soudain de la disparité des richesses de l'ère post-Reagan a aussi coïncidé avec la dérégulation des médias de masse, à la fois en termes de renforcement de la propriété et pour l'étendue et la nature des obligations qui incombent aux services publics de programmes, associées à leur licence de diffusion. Il en a résulté une gigantesque révolution économique et technologique dans le monde des médias, qui s'est achevée par la création de cinq énormes empires médiatiques qui détiennent virtuellement à l'échelle du globe toutes les musiques, les films, la diffusion des nouvelles, la presse écrite, l'édition, les câbles et les satellites, et même, dans de nombreux cas, ces

entreprises possèdent aussi les tuyaux – ceux du téléphone et du câble.

Cette révolution a rendu plus facile que jamais la diffusion de messages socialement apaisants. De très nombreuses études, l'une après l'autre, ont montré que la presse était favorable au mythe des riches méritants, assimilait les impôts à du vol et se montrait hostile au travail et à la réglementation. L'ascension de Fox News et de son équivalent planétaire Sky News, comme l'effondrement de l'industrie de la presse écrite tombée aux mains de quelques entreprises largement sous la coupe de fonds de pension et de milliardaires, nous a poussés dans une situation où les thèses qui remettent en question la légitimité des grandes fortunes ont une bien faible visibilité.

À la fin du XX^e siècle, la révolution des télécoms et des médias a abaissé le coût du travail de protection, modifiant l'équilibre entre la redistribution et le maintien de la stabilité sociale. Quand il devient moins coûteux de protéger votre fortune, vous pouvez vous permettre d'envoyer paître davantage de gens en devenant de plus en plus riche au lieu de partager avec eux.

Le XXI^e siècle a été très bienveillant pour le travail de protection. En plus d'avoir permis aux polices locales l'obtention d'armes militaires, le XXI^e siècle a vu l'émergence d'Internet et, grâce au manque de régulation, l'émergence d'un petit nombre de géants d'Internet qui savent presque tout ce que fait chacune des 7 milliards de personnes sur terre.

La surveillance massive d'Internet révélée par le lanceur d'alerte Edward Snowden montre que les gouvernements — et les riches qui dominent les cercles politiques en proportion directe du volume de richesse nationale dont ils disposent — ont remarqué que la seule chose dont ils aient besoin pour mettre la terre entière sous surveillance est de corrompre ces géants de l'Internet, que ce soit ouvertement (comme quand l'agence d'espionnage britannique GCHQ paye British Telecom pour pouvoir mettre sur écoute les fibres optiques qui sont sur le territoire britannique) ou secrètement (comme quand la NSA a secrètement mis sur écoute les fibres optiques entre les centres de données informatique utilisés par Google, Yahoo et Facebook).

Il est difficile d'exagérer l'efficacité de la surveillance au XXI^e siècle. Les opposants à la surveillance de masse d'Internet aiment comparer la NSA et ses

alliés à la Stasi, la police secrète de l'ex-RDA, connue pour son omniprésence dans le quotidien des gens et la surveillance totale dont elle étouffait le pays. Mais la Stasi opérait dans une surveillance *pré-Internet*, et selon les critères d'aujourd'hui, leur travail de surveillance était extrêmement coûteux.

En 1989, qui fut la dernière année d'activité de la Stasi, il y avait 16 111 000 habitants en Allemagne de l'Est, et 264 096 opérateurs qui d'une manière ou d'une autre étaient rémunérés par la Stasi, dont 173 000 « informateurs officieux » (des mouchards). Ce qui faisait une proportion d'un espion pour 60 personnes.

Il est difficile de savoir avec précision combien de personnes travaillent pour la NSA — une majeure partie de son budget est inconnue, et de nombreuses opérations sont menées par des partenaires privés comme Booz Allen, l'ancien employeur d'Edward Snowden. Mais nous savons combien d'Américains ont une habilitation de sécurité (4,9 millions), et combien sont habilités « Top Secret » (1,4 millions), ce qui fait que nous pouvons être sûrs que moins de 1,4 millions de personnes travaillent sur ces sujets (parce que ces personnes, avec des habilitations « Top Secret », se trouvent réparties entre la CIA, le FBI, la défense fédérale, etc.). De plus, la surveillance menée par la NSA est épaulée par des espions étrangers, en particulier ceux des pays dits des « *five eyes* » (Canada, Royaume-Uni, Australie et Nouvelle-Zélande [NdT, en plus des États-Unis]), mais ils ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan comparée au dispositif de surveillance américain — les États-Unis représentent à eux seuls un tiers des dépenses mondiales dans le domaine militaire, quand seulement deux autres pays des *five eyes* (le Royaume-Uni et l'Australie) apparaissent dans les 15 pays aux plus fortes dépenses militaires.

En prenant une estimation large, nous pouvons dire qu'il y a 1,4 million d'espions travaillant pour la NSA et ses associés, *five eyes* compris. 1,4 millions de personnes pour surveiller sept milliards d'humains.

Ceci nous donne un ratio espion/sujet d'environ 1/5000, deux ordres de grandeurs de plus qu'à l'époque de l'activité de la Stasi. Celle-ci utilisait une armée pour surveiller un pays ; la NSA utilise un bataillon pour surveiller la planète. Par rapport à la NSA, la Stasi fait figure de bricoleurs du dimanche.

Bien qu'il soit admis que l'arsenal de surveillance américain s'est beaucoup étoffé depuis la présidence Reagan — certaines agences ont vu leurs budgets multipliés par quatre depuis la chute du Mur de Berlin — il n'a certainement pas été

centuplé. Même en ne disposant que de budgets obscurs et mensongers, il est évident que l'augmentation géométrique du volume d'espionnage ne s'est accompagné que d'une augmentation linéaire des coûts associés.

En d'autres termes, le coût des éléments clés du travail de protection est en chute libre depuis l'avènement d'Internet.

Nous voici revenus à Piketty et à la stabilité sociale. Les riches ont besoin de stabilité, du moins suffisamment pour que leurs banques et leur business continuent de tourner rond.

Les écarts de richesse déstabilisent la société ; pour retrouver retrouver la stabilité il faut faire un choix : ou bien on paie le prix pour faire sortir les gens de la pauvreté, ou bien on s'assure qu'on a une longueur d'avance sur eux avant qu'ils ne ressortent les guillotines (ou qu'ils abattent le Mur de Berlin). Lorsque le coût du travail de protection diminue, le fossé acceptable entre les riches et les pauvres s'élargit. Une baisse de deux ordres de grandeur du coût nécessaire pour maintenir séparés les loups et les moutons chez les pauvres est un puissant argument contre les programmes sociaux, ou les lois sur le travail, ou les droits des locataires. Bien entendu, la privation rend les populations agitées, mais il est possible, avec une fiabilité incroyable et pour seulement quelques sous, d'identifier les personnes à arrêter, discréditer, faire chanter, ou neutraliser : « Qu'ils consomment des réseaux sociaux ! »

Ce sont de mauvaises nouvelles, car la grande disparité des richesses ne déstabilise pas la société uniquement à cause de la pauvreté, cela la déstabilise aussi à cause de la corruption. Dans une société où les juristes doivent lever des dizaines de millions de dollars pour s'installer et exercer, l'influence des riches grandit. Les régimes autocratiques en sont un bon exemple : vous pouvez aller en prison en Thaïlande pour avoir critiqué le Roi, et dénoncer les conditions de travail esclavagistes au Qatar est un délit.

Mais c'est aussi vrai aux États-Unis. En avril 2014, des universitaires de Princeton et Northwestern ont publié *Test des théories des politiques américains : élites, groupes d'intérêts, et citoyens de base* (1), dans la revue *Perspectives and Politics*. Il s'agissait d'une étude massive de plus de 20 années de combats politiques au sein du Congrès américain et de l'administration, et sa conclusion était que l'issue de ces combats politiques était immanquablement favorable aux 10% des Américains les plus riches. Les décisions politiques favorables aux

classes moyennes étaient si rares qu'elle ne dépassaient même pas le niveau de bruit statistique.

L'augmentation de la surveillance implique que les mécanismes de combat contre les inégalités, déjà insuffisants, ont été détournés au profit d'une oligarchie.

Dans une société extrêmement inégalitaire, les seuls projets qui peuvent se développer doivent avoir un vrai modèle économique. Ils doivent rendre riche une personne extérieure au Parlement, pour qu'elle utilise cet argent à influencer les hommes politiques qui vont maintenir et propager ce projet politique.

Il est possible que certaines mesures prises par les États génèrent un surplus de capital pour un nombre restreint de personnes mais demeurent bénéfiques à la société, cependant il y a d'autres domaines où ce n'est sûrement pas le cas. L'éducation, par exemple : vous pouvez tout à fait diriger une école comme une entreprise, ne jurer que par sa « rentabilité », avec des tests standardisés et une surveillance des taux d'absentéisme, plutôt que par le jugement des enseignants, ou les résultats effectifs des apprentissages.

En utilisant cette méthodologie, vous pouvez assurer de confortables profits aux entreprises qui ont compris comment améliorer artificiellement les résultats des tests standardisés, et comment réduire l'absentéisme. Par exemple, en bourrant le crâne des étudiants avec des tests, au lieu de leur enseigner les arts ou le sport, et en mettant à la porte les étudiants qui ont des problèmes avec ces méthodes, ou ceux dont des problèmes personnels leur font manquer de nombreux cours. Cela augmentera encore vos résultats trimestriels d'une façon qui réchaufferait le cœur d'un analyste de Wall Street, mais bonne chance pour trouver quelqu'un avec une certaine crédibilité pédagogique qui pourra prétendre que ces enfants « apprennent ».

Alors voilà, avec les copains on voudrait
un modèle social réellement participatif
avec un revenu de base garanti pour assurer à chacun
les conditions d'une vie citoyenne digne
et puis la monnaie faudrait...



Je réagis comme vous : ça me fait flipper. L'augmentation de la surveillance implique que les mécanismes de combat contre les inégalités, déjà insuffisants, ont été détournés au profit d'une oligarchie. C'est une bonne raison pour inciter vos amis à utiliser des outils de chiffrement, particulièrement ceux qui sont disponibles en logiciel libre et *open source*. À l'heure où j'écris ces lignes, en janvier 2015, Obama, l'Avocat général de New York et le patron du FBI ont appelé à l'interdiction de la cryptographie pour le grand public, avec le soutien du Premier Ministre britannique David Cameron. Interdire la cryptographie est un projet ambitieux qui ne risque pas de se concrétiser (il combine les aspects les plus idiots de la guerre contre certaines drogues et ceux de la guerre contre le partage de fichiers), mais cela ne veut pas dire que cette volonté de nous rendre tous vulnérables à la surveillance ne fera pas de mal.

Le temps passe. Il est bientôt minuit. Avez-vous chiffré votre disque dur ?

Note

(1) Lien direct vers le PDF en anglais : Testing Theories of American Politics:

Elites, Interest Groups, and Average Citizens

Crédit photo

* Cory Doctorow par Joi Ito (CC BY 2.0)